



LES ECHOS DE LA PRESSE

numéro 6. Juin

MEDIAS NATIONAUX

Confédération du
Tourisme de Madagascar





MADAGASCAR
17 juin 2020

PLAN D'URGENCE MULTISECTORIEL

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200618-covid-19-crise-%C3%A9conomique-madagascar-rajoelina-tente-rassurer-le-secteur-priv%C3%A9>

Le président de la République a reçu mercredi 17 juin au palais d'État d'Iavoloha les représentants du secteur privé. Les entreprises et industries de la Grande Ile réclament depuis plusieurs semaines un plan de soutien pour leur permettre de faire face à la crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19. Une réunion très attendue qui a duré près de cinq heures. Des discussions et des débats mais encore peu de mesures concrètes expliquent les représentants des entreprises.

Pertes, arrêt total ou partiel de leurs activités, mises au chômage technique de leurs employés et même faillites et licenciements. Depuis le début de la pandémie, les entreprises et leurs salariés peinent à garder la tête hors de l'eau. Pour Patrice Raoull, président de la Confédération du tourisme de Madagascar, ce premier échange public-privé a permis de rassurer ce secteur, le plus touché par la crise :

« Nous sommes au stade de discussions mais on a senti dans le discours du président et du Premier ministre un signal fort pour le soutien au secteur privé et plus particulièrement au tourisme, notamment faciliter l'accès à des lignes de crédit à des taux bonifiés qui concernera tous les secteurs. Il y a aussi des dispositions qui vont être prises concernant les obligations fiscales mais aussi les obligations en matière de charges sociales pour aller soit dans le sens de l'allègement ou du report de certaines échéances. Ce sont des éléments qui vont nous permettre d'être plus motivés pour se préparer à la relance du secteur. »





Des attentes de précisions

Le tourisme représente 44 000 emplois directs et 300 000 indirects. Il est aussi un des trois premiers pourvoyeur de devises étrangères pour Madagascar. « Nous avons parlé des mesures qui vont être prises pour le maintien de l'emploi et pour le soulagement des foyers qui se trouvent en situation de vulnérabilité lourde. De nombreuses entreprises dans le tourisme ont été obligées de mettre leurs employés au chômage technique. Pour l'instant, nous n'avons pas eu de réponse précise mais la porte est ouverte pour discuter et aller vers des mesures qui puissent répondre à la situation », poursuit Patrice Raoull.

Un gouvernement à l'écoute, indique aussi Thierry Rajaona, le président du Groupement des entreprises de Madagascar mais qui évoque un « certain décalage entre ce que les entreprises ont proposé et ce que les autorités ont présenté ». Si ces dernières ont insisté sur la relance à long terme, un soutien immédiat en cette période de crise est aussi impératif, explique-t-il : « Ce sont plutôt des grands axes qui ont été annoncés et les détails restent à préciser. C'est inquiétant dans la mesure où cela fait trois mois que nous sommes en crise. Nous pensons qu'il faut panser les plaies de façon assez urgente car elles sont béantes et si les plaies ne sont pas bien pansées aujourd'hui, la guérison et la relance vont être difficiles. »

La crainte des faillites

Dimanche, lors de son intervention à la télévision nationale, Andry Rajoelina avait annoncé le déblocage d'un fonds de 40 millions de dollars au niveau de la Banque centrale pour permettre aux petites et moyennes entreprises de faire des prêts à faible taux d'intérêt. « Il faudrait aussi que les crédits soient garantis. Or ce n'est pas le cas aujourd'hui et cela freine la capacité des banques à distribuer des crédits en période de crise telle qu'aujourd'hui », signale Thierry Rajaona.

Pendant cette rencontre, la présidence a aussi réitéré le lancement d'un « Plan Marshall » de 1043 milliards d'ariary (270 millions de dollars) inscrit dans la loi de finances rectificatives et qui sera allouée à des travaux de construction et d'infrastructures. « Cela pourra bénéficier au secteur du BTP mais pour le reste nous n'avons pas obtenu de chiffre précis. On aurait souhaité que cet échange ait lieu quelques semaines avant pour intégrer des éléments définitifs dans la loi de finances rectificatives et pour que les mesures que nous demandons puissent être mises en œuvre beaucoup plus tôt parce que plus le temps passe, plus on verra des entreprises en faillite », fait remarquer le président du Groupement des entreprises de Madagascar.

Les discussions doivent se poursuivre dans les prochains jours précise la présidence, notamment avec les petites et moyennes entreprises et les très petites entreprises qui n'ont pas encore été reçues.



MADAGASCAR

17 juin 2020

ECONOMIE LE TOURISME SERA LE DERNIER A SE RELEVER

Le Tourisme sera le dernier à se relever

Le secteur Tourisme a sans doute été le premier à avoir été impacté par la crise sanitaire et il sera également le dernier à pouvoir se relever. Lors d'une interview accordée à la Rédaction, Njaka Ramandimbiarison, administrateur de la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) brosse un tableau plutôt sombre. Davantage d'écoute et d'ouverture de l'Etat sont nécessaires pour voir enfin la lumière... au bout du tunnel.

Ma-LAZA : Si vous avez à élaborer un diagnostic du secteur Tourisme, comment se porte-t-il actuellement ?

Njaka Ramandimbiarison : Le secteur tourisme se porte très mal... Même à l'in-

ternational, le secteur tourisme est fortement impacté. La reprise n'est envisageable que vers le dernier trimestre 2020, voire en 2021 pour Madagascar. Les mesures d'aide et de soutien, fournies par l'Etat malgasy, notamment les crédits au secteur privé ne sont pas suffisantes, compte-tenu de la gravité de la crise. Aujourd'hui, plusieurs entreprises ne fonctionnent plus, certaines entreprises ne sont même plus en mesure de rémunérer leurs salariés à la fin de ce mois de Juin et ne pourront d'ailleurs pas opérer les prochains mois, puisqu'il n'y aura malheureusement pas de clients. C'est un bilan assez sombre que l'on dresse actuellement.

Ma-LAZA : Pourrait-on estimer les pertes engendrées ?

Njaka Ramandimbiarison : Pour le secteur Tourisme, les pertes sont estimées à près 1.900 milliards d'Ariary pour cette année 2020. Il faut préciser que le secteur Tourisme contribue à 7% du PIB de Madagascar. Il fait vivre 44.000 emplois directs et plus de 300.000 emplois indirects. La crise sanitaire impacte ainsi sur la vie de 1.500.000 malgaches.

Ma-LAZA : L'Etat n'a annoncé à ce jour aucune

mesure économique con-
crète au profit du secteur
tourisme. Qu'en pensez-
vous ?

Njaka Ramandimbiarison : C'est justement ce qui nous déçoit. En tant que secteur privé, on se sent délaissé dans le traitement de la crise. Nous sommes pourtant le premier secteur impacté et nous allons définitivement être le secteur à se relever en dernier. Cela est désolant !

Ma-LAZA : Vous avez déjà élaboré un plan de mitigation du secteur privé tourisme. Parmi les mesures suggérées par la Confédération du Tourisme, lesquelles devraient, selon-vous, être retenues dans le plan multisectoriel d'urgence ?

Njaka Ramandimbiarison : S'il fallait retenir trois choses des différentes mesures proposées dans le plan de mitigation, ce serait le maintien de l'emploi pour faire en sorte que nos collaborateurs continuent à travailler. Ils pourront à leur tour payer leurs charges personnelles. Nous avons également sollicité un soutien spécifique aux entreprises pour leur permettre de passer ce cap difficile. Nous devons continuer à opérer, à moins que l'Etat ne prenne la responsabilité d'une avalanche de fermeture et de

dépôt de bilan. Un dernier point consiste à améliorer ou maintenir l'employabilité à travers notamment des formations face au contexte.

Ma-LAZA : Qu'attendez-vous donc de la rencontre de l'Etat avec le secteur privé ?

Njaka Ramandimbiarison : Nous espérons que le débat reste ouvert. Nous espérons pouvoir avancer des points importants qui n'ont pas été annoncés lors du discours à la nation du 14 Juin. Nous espérons pouvoir soumettre des éléments concrets de notre plan pour que le président, le Premier ministre et le gouvernement puissent valider les mesures additionnelles. Nous attendons une ouverture au dialogue.

Ma-LAZA : Quel serait votre mot de la fin ?

Njaka Ramandimbiarison : Le combat sera difficile. Il faut que l'Etat fasse encore plus preuve d'ouverture et d'écoute à l'encontre du secteur privé. La situation actuelle ne doit pas dégénérer en une crise sociale qui risque de déstabiliser inutilement un régime déjà fatigué par la crise sanitaire. De bonnes décisions et des mesures concrètes devraient sortir de la rencontre de ce mercredi.

*Propos recueillis par
Claudia R.*



Njaka Ramandimbiarison, administrateur de la Confédération du Tourisme

MEDIAS
NATIONAUX
Secteur tourisme



ROLLAND RANJATOELINA LE MEURTRE D'AIR MADAGASCAR A ÉTÉ PREMÉDITÉ

<https://www.temoignages.re/developpement/transports-aeriens/air-madagascar-graves-accusations-contre-air-austral.98327>

Ancien ministre des Transports et un des éminents experts en matière de transport aérien, ex-cadre de la compagnie Air Madagascar, Rolland Ranjatoelina donne son point de vue quant à la nécessité urgente de redresser cette compagnie nationale.

Pour commencer, pourriez-vous nous brosser le brillant passé de ce joyau national, aujourd'hui à l'agonie ?

Cette situation apocalyptique actuelle est inimaginable quand on se réfère au passé éclatant de cette compagnie nationale. Elle était une référence internationale de professionnalisme, d'un niveau très élevé de sécurité, d'une qualité de service plus qu'acceptable respectant strictement les standards internationaux. Pendant longtemps MD, le signalétique des vols d'Air Madagascar, a été le « FLAGCARRIER » de l'océan Indien. MD est à l'origine de la création d'Air Mauritius avec des avions initialement mis à disposition de K. De même, MD a été le partenaire privilégié pour la création de la compagnie Air Réunion, ancêtre d'Air Austral. En 1990, Maître Popineau, notaire réunionnais, est venu nous consulter pour un partenariat dans la création de l'entreprise.

Les rapports de forces à ces moments précis ?

Air Madagascar à l'époque assurait tous les traitements de réservation d'Air Réunion ainsi qu'une grosse partie de la maintenance de leur HS 748. Puis après, un nouveau groupe Air Austral a fait un OPEA sur Air Réunion qui est devenu par la suite Air Austral. Cette nouvelle compagnie, à l'origine, est détenue à 1/3 par AirFrance, 1/3 par la région et le dernier 1/3 par des petits porteurs. La coopération a continué avec UU, le sigle des voyages sur Austral, et la maintenance et les visites des B737 de UU ont été effectuées au centre de maintenance industriel d'Ivato. Ces narrations sont utiles pour montrer à tout le monde la place de leader de MD dans la région à l'époque.

Mais, malgré tout, d'aucuns n'ignorent que l'année 2002 est le vrai début des débâcles.

Avec la crise de 2002, nous avons assuré le poste d'administrateur d'Air Madagascar et avons résolu la crise et le début de post-crise. Nous avons fait face à des problèmes impensables de location d'aéronefs, de contrats de transport avec des compagnies voisines comme Air Liberté pour non seulement assurer la survie mais à la fois préparer l'étape suivante. Nous avons failli être bloqués à cause de l'application de la prime de guerre par les assureurs mais grâce aux aides précieuses d'experts nationaux et d'assureurs internationaux, nous avons pu surmonter la crise. Mi-2002, une rencontre AF et MD a eu lieu à Bordeaux et lors de longues négociations, AF a proposé la mise à disposition de MD d'un avion neuf sorti d'Airbus, accompagné de la formation des Personnels navigants techniques et commerciaux. Dans la même période, un rapprochement MD-Singapour Airlines a eu lieu à Singapour, concrétisé par la mise à disposition d'Air Madagascar d'un 747-400 megatopa. C'est de l'histoire ancienne mais il est important qu'on le sache.

Mais où se situaient les blocages à l'époque ?

Tous ces efforts ont été vains car l'exécutif de l'époque en avait décidé autrement : manque de confiance de l'exécutif envers les nationaux, assorti d'une décision de faire accompagner la compagnie nationale par la Lufthansa consulting, d'où les déboires jusqu'en 2009 par la prise en main du ministère des Transports et la mise en place d'une politique de redressement 2009-2010. Les comptes ont été équilibrés en 2009 avec 6 millions de dollars de résultats nets. En 2011, 2012, ce fut la descente aux enfers, à l'image de ces changements incessants de directeur général, illustrant ce malaise persistant. Durant cette période, l'Exécutif a décidé d'introduire deux AIRBUS A340, auprès du leaser AF Consulting.

Et la suite logique de ces mouvements désordonnés ?

Le 9 octobre 2017, Air Madagascar et Air Austral signent une convention de partenariat appelé « Strategic partnership agreement ». Beaucoup de spécialistes ont vu dans cet accord l'acte de meurtre prémédité de MD. En fait, Air France, en tant qu'actionnaire d'Air Austral, a claqué la porte pour non-respect des accords passés. Stratégiquement AF a choisi UU pour leur servir de « feeder » sur l'océan Indien et l'Afrique australe. UU, par acte d'infidélité, a rompu le deal et créé des lignes sur la France, sur les États-Unis jusqu'au Pacifique.

Vous citez tous ces faits comme si vous insistiez sur ce que vous appelez le meurtre programmé de MD ?

Avions-nous connaissance des faits avant de signer ces accords stratégiques avec UU ? Ne vous étonnez pas si les conséquences actuelles sont incommensurables !! C'est toute une suite de duperies ! Par toutes ces malversations et manipulations comme ces accords passés avec de soi-disant partenaires, on assiste à un marché de grandes arnaques, comme par exemple le retrait du parc MD des avions performants en échange de vieux canards boiteux de UU à l'origine de pannes incessantes, de taux de retards inacceptables. Air Madagascar est au bord de la faillite totale. En tant qu'observateurs, nous assistons en direct à un drame personnel, un drame aux seins d'un groupe et un drame aux seins d'une nation.

Comment ressentez-vous le contexte actuel ?

Je n'ai pas de mots pour qualifier la situation, c'est la détresse humaine depuis quelques temps. Tout ce qui a été construit depuis 60 ans tombe en ruine ! L'horloge MD a été démontée pièce par pièce, toutes les activités ont été démembrées : activités LC et régionales d'un côté et les activités domestiques de l'autre comme le traitement des avions en escale confié à une autre nouvelle société. Vous constatez donc toute une chaîne de valeurs démantelée. En termes organisationnels c'est comme si MD avait à gérer cinquante avions. Voyez le groupe avec trois directeurs généraux (MD, TZ, GMH), trois directeurs généraux adjoints, une pléthore de directeurs, et j'en passe. Comment voulez-vous que ça marche. Je suis intimement convaincu que le partenariat stratégique MD /UU, non seulement a été conclu pour désarticuler la compagnie, mais surtout pour mettre fin à son activité.

Malgré tout, existe-t-il encore une dernière chance pour relancer Air Madagascar ?

Le challenge de faire revivre MD a toujours été difficile mais possible. J'ai eu l'occasion de faire face à trois importantes crises sans l'aide de l'état car lui-même était en crise mais j'ai constaté la détermination et la volonté du groupe à relever les défis. Nous avons besoin de partenaires qui partageront les risques avec nous. J'ai déjà évoqué précédemment les exemples de partenariats et d'entreprises de différentes tailles. Deux entreprises européennes et une compagnie asiatique étaient prêtes à l'époque pour un partenariat durable avec MD. Air France pour la mise en place d'un Airbus neuf avec équipage, Singapour Airlines par la mise à disposition de MD d'un 747-400 et enfin Blue panorama pour un ACMI et des paiements de frais à l'avance. C'est pour dire qu'ils étaient des partenaires techniques et financiers. L'approche en période de crise est à la fois facile et complexe. Facile, car chaque compagnie veut avancer. Tenter de nouvelles aventures mais en limitant les risques.

Quid de l'après crise sanitaire ?

La situation post-crise rend les opérateurs très inventifs. Ce qui pourrait être un grand avantage pour nous, c'est que la situation mondiale est demandeuse de coopération inter compagnies. La situation de suroffre de sièges d'un grand nombre de compagnies sur le marché mondial nous permettra de négocier les demandes de siège sous forme de location d'avions au coût marginal. Le but pour les compagnies est de faire voler ces avions car entretenir un appareil au sol coûte plus cher que de le faire voler. Cette technique permettra à la fois de rentabiliser la flotte du loueur et de nous donner des avantages. Il faut éviter les coûts exorbitants générés par des « leasers », des dépôts de garantie et réserves de tous genres. Les expériences antérieures que j'ai vécues et les résultats obtenus lors de ces trois crises sont la preuve de notre optimisme calculé. Il faut beaucoup de sincérité dans ce que l'on fait.

Avions- nous encore des atouts à faire valoir ?

MD est une compagnie connue, opérant depuis plus d'un demi-siècle. La résonance de la destination Madagascar a toujours un effet magique et j'y crois profondément. Les locations auprès des compagnies sœurs seront à très court terme mais tout dépendra de l'évolution de la crise. Cette technique nous permettra aussi de nouvelles expériences auprès de la clientèle, pour effacer l'image du partenariat néfaste MD/UU. Les nouveaux avions en exploitation de MD arboreront de nouvelles marques, avant la nouvelle relance purement MD car ça prendra du temps et ça nous permettra aussi de bien cerner nos choix. En grandeur nature, nous allons tester les qualités des aéronefs en exploitation dans l'environnement malgache, leurs performances techniques, économiques et financières. La pratique préconisée procure une grande indépendance pour MD. Ça nous a permis lors de la gestion de diverses crises de ne pas demander des subsides à l'État

D'autres options se présentent-elles ?

Autres voies que nous exploiterons seront les accords interlignes, les SPA et les groupements de compagnies aériennes. Nous allons les réactiver afin de remettre à jour une nouvelle coopération. Renégocier le SPA « Special Prorate Agreement » pour rendre attractifs et compétitifs nos tarifs de pré et post-acheminement sur nos lignes internationales. A terme, envisager de rejoindre des groupes comme SKY TEAM ... ou d'autres. La situation financière de la compagnie nationale est une vraie hécatombe. Un préalable pour la signature du contrat de partenariat stratégique était l'apurement de ses dettes. L'Etat malgache a contribué jusqu'à plus de 100 millions de dollars US pour ce préalable. Trois ans après, la situation des comptes présente un déficit de plus 40 millions de dollars US. Comment en est-on arrivé là ? Quelques documents circulent sous les manteaux « Etudes de l'impact financier du COVID 19 du 27/04/2020 » en ce moment même. Un annonceur d'alerte nous contacte et nous informe que l'avion MD immatriculé en Island est en train de se transformer en avion tout fret par une société appelée « SALE » à l'aéroport de Châteauroux .

Si vous avez des messages à lancer, quels sont-ils ?

Les intérimaires, prenez vos responsabilités ! En conclusion, j'adresse un message aux soldats d'Air Madagascar. La bataille ne fait que commencer. Levez-vous en face de ceux qui sont à l'origine de ce meurtre programmé de notre Air Madagascar national. Ce n'est pas seulement un crime contre un fleuron national mais aussi contre toute une nation. À travers une série de rencontres, vos aînés sont prêts à vous prêter mains fortes. Nous connaissons le professionnalisme des cadres nationaux pour sauver ce qui nous reste et relancer cette société pour qu'elle retrouve sa place d'antan.

TOURISME

FACE A LA CRISE SANITAIRE ENGENDREE PAR L'EPIDEMIE DE CORONAVIRUS, AIR AUSTRAL MISE SUR LES DEPARTS VOLONTAIRES DE SES SALARIES

<https://www.mada-hotels-consultant.com/air-austral-separation-a-lamiable-avec-certains-de-ses-salaries>

Proposition

Toutes les compagnies aériennes subissent de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de coronavirus. Avec la suspension de l'aérien et les freins au tourisme causés par les quatorzaines en cours, [Air Austral](#) est contraint de réduire son effectif. La compagnie a donc proposé à une partie de son personnel une séparation à l'amiable. Ce dispositif permet d'"améliorer sa compétitivité" et de parvenir à "une contraction de ses coûts dans le but de préserver et ses capacités financières et son outil de production", rapporte le Journal de Mayotte.

Négociation

Dans son communiqué, Air Austral annonce une baisse de 95% de son activité. La compagnie a tout de même bénéficié d'une enveloppe de 86 millions d'euros, sous la forme d'avances remboursables, de la part de son principal actionnaire la Région Réunion et d'un prêt garanti par l'Etat. La négociation déjà entamée avec le personnel se focalise sur la rédaction d'un plan d'adaptation. Celle-ci prévoit avant toute l'activité partielle d'une partie du personnel. Elle inclut également la signature de deux accords d'entreprise, de performance collective et de rupture conventionnelle collective basés sur le volontariat. La compagnie a tout de même souligné qu'il n'y avait aucunement des objectifs de suppression de poste.



TOURISME

AIRES PROTEGEES : DES MILLIERS DE PERSONNES PARALYSEES PAR LE ZERO TOURISTE

<https://www.mada-hotels-consultant.com/aires-protegees-des-milliers-de-personnes-paralysees-par-le-zero-touriste>

Des milliers de personnes qui vivaient des revenus touristiques dans le cadre de la promotion des Aires Protégées gérées par Madagascar National Parks, sont impactés directement par la crise sanitaire qui sévit dans le pays. En effet, ils sont paralysés par le zéro touriste étant donné que les visites éco-touristiques au sein des parcs nationaux ont été momentanément suspendues. Du jour au lendemain, les différents acteurs du tourisme se sont retrouvés démunis et désemparés face à cette situation **d'exception**. A titre **d'illustration**, la commune rurale de Ranohira dans la région **d'Ihorombe** fait partie de nombreuses localités victimes de cette crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19. Cette ville qui est considérée comme le point de départ de l'**exploration** du « colorado malagasy » vit exclusivement de l'**écotourisme** grâce à l'**existence** du fameux parc national **d'Isalo**.

Vendre leurs biens

On y recense 10 hôtels et 18 restaurants pour accueillir des touristes nationaux et étrangers. Certains établissements touristiques procèdent actuellement au chômage technique ou à la rotation de travail des employés. **D'autres** sont même en cessation temporaire **d'activité**. Parlant des guides touristiques et des accompagnateurs locaux qui sont au nombre **d'environ** 200 personnes, une grande partie **d'entre** eux se sont convertis dans **d'autres** activités comme l'**agriculture**. Il y en a ceux qui ont tenté l'**entrepreneuriat** tandis que **d'autres** qui **n'ont** plus trouvé de solution, ont commencé à vendre leurs biens pour survivre, a-t-on appris. Rappelons que le mois de mai et de juin de l'**année** dernière, le parc national **d'Isalo** a enregistré près de 4 911 visiteurs. Des chiffres réduits à néant pour la même période. Une situation qui affecte également le gestionnaire de l'**Aire Protégée**.

Coup dur

Par ailleurs, Madagascar National Parks fonctionne grâce aux droits **d'entrée** aux Aires Protégées. « Ces droits **d'entrée** nous permettent entre autres, de payer le salaire de notre personnel, **d'investir** dans des matériels pour le bon fonctionnement des sites ainsi que de contribuer au développement de la population avoisinant les parcs. Cette absence de visiteurs constitue ainsi un coup dur pour MNP alors que l'**an** dernier, 229 790 touristes ont été enregistrés, soit une hausse de 12% comparativement à l'**année** précédente. Et en dépit de tout cela, les activités techniques selon les urgences et les priorités liées à l'**écotourisme** au sein des Aires Protégées continuent », a expliqué Dr May Rakotoarijaona, le directeur général de MNP.



TOURISME

AIR MADAGASCAR : PROLONGEMENT DE LA SUSPENSION DES VOLS INTERNATIONAUX JUSQU'AU 30 JUIN

<https://www.mada-hotels-consultant.com/air-madagascar-prolongement-de-la-suspension-des-vols-internationaux-jusquau-30-juin>

Pas encore de reprise des vols internationaux pour Air Madagascar. Pour cause d'urgence sanitaire, la compagnie aérienne nationale décide de prolonger la suspension de ses vols internationaux jusqu'au 30 juin, aussi bien pour le long courrier que le régional. Sont concernées par cette décision de prolongement de la suspension les lignes Paris, Marseille et Guangzhou pour le long courrier. Pour le régional, il y a les lignes Maurice, Moroni, Réunion et Djaoudji. A noter que les vols cargo et les vols de rapatriement ne sont pas concernés par cette suspension. A propos justement du rapatriement, les Malgaches bloqués en Europe attendent toujours leur tour. Car pour le moment ce sont les vols de rapatriement des ressortissants étrangers voulant quitter Madagascar qui ont lieu.

On rappelle que les vols internationaux avaient été suspendus depuis le début de la crise sanitaire. Une suspension qui a provoqué un arrêt quasi-complet de l'industrie aérienne et, partant, un blocage du secteur tourisme, un des piliers de l'économie malgache. Pour en revenir à la situation d'Air Madagascar, la compagnie aérienne nationale traverse actuellement un moment très difficile et arrive difficilement à faire face à ses charges. Sur ce point d'ailleurs, de nombreux passagers dont les vols ont été annulés se plaignent du fait que leurs billets ne soient pas remboursés jusqu'à présent. En somme, l'avenir d'Air Madagascar est incertain. A moins que le gouvernement ne prenne les dispositions nécessaires pour sauver la compagnie de la faillite.



MEDIAS NATIONAUX

Climat des affaires



Politique ASSEMBLEE NATIONALE FIN DES SEANCES DE FACE-A-FACE

<http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2020/06/16/assemblee-nationale-fin-des-seances-de-face-a-face/>

Les députés ont reçu hier, une nouvelle fois, les membres du gouvernement dirigés par le Premier ministre, Christian Ntsay. Après la séance du 26 mai dernier, celle **d'hier** a été l'**occasion** pour l'**exécutif** de consolider les réponses sur les questions des élus. En effet, le chef du gouvernement a abordé, hier, durant presque un tour **d'horloge**, la bonne gouvernance, la sécurité et l'**ordre** public, et surtout la relance économique ainsi que le redressement du secteur social. Sur le plan sécuritaire, le locataire de Mahazoarivo a exposé les efforts déployés par le gouvernement pour réduire le taux **d'insécurité** dans les zones classées rouges et au niveau des parties enclavées où l'**insécurité** est grandissante. En ce qui concerne le projet de loi de finances rectificative 2020, Christian Ntsay a affirmé que le document est déjà disponible et sera transmis au parlement **d'ici** peu. La présentation de ce projet de loi, notons-le, accuse beaucoup de retard pour être examiné par le parlement.



Politique

LOI SUR LA COMMUNICATION LES CONSULTATIONS SE POURSUIVENT AU SENAT

<https://www.newsmada.com/2020/06/17/loi-sur-la-communication-les-consultations-se-poursuivent-au-senat/>

En attendant son adoption par le Sénat, le projet de loi modifiant le Code de la communication médiatisée fait toujours l'objet d'une consultation. Hier, des membres de la société civile ont rencontré le président du Sénat, Rivo Rakotova, ainsi que les membres de la commission Communication et culture de cette Institution pour présenter d'autres propositions d'amélioration. Regroupés au sein du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC), ces membres de la société civile faisaient partie des entités consultées pour l'élaboration de ce texte.

Bien que la majorité à l'Assemblée nationale ait déjà adopté ce projet de loi modifiant le Code de la communication, il reste bloqué au niveau du Sénat depuis le mois de décembre. Mais durant cette première session ordinaire, la Chambre haute a enfin décidé de se pencher sur le texte. Les travaux de commissions ont déjà débuté depuis et le projet de loi devrait entrer en commission plénière. A noter par contre que cela ne figure pas à l'ordre du jour récemment voté par les parlementaires.



Politique

SOUTIEN DES NATIONS UNIES DEPLOIEMENT DES TESTS AU NIVEAU DE TOUTES LES REGIONS

<http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2020/06/19/soutien-des-nations-unies-deploiement-des-tests-au-niveau-de-toutes-les-regions/>

Des tests pourraient d'ici peu être disponibles au niveau de toutes les régions avec le soutien des Nations Unies. Charlotte Faty Ndiaye l'a annoncé hier au ministre des Affaires étrangères.

« Nous allons continuer à appuyer le pays de manière à ce que la réponse soit plus décentralisée et pour qu'on puisse prochainement, au niveau de toutes les régions, faire des tests et obtenir les résultats sur place », a annoncé Charlotte Faty Ndiaye lors de sa rencontre, hier, avec le ministre des Affaires étrangères, Liva Tehindrazanarivelo. L'annonce est faite dans un contexte de crise sanitaire où l'Etat décide de déconfiner le pays après trois mois d'isolement. Toutefois, la lutte ne doit pas connaître un repli. Le coordonnateur résident par intérim du système des nations unies, qui reconnaît « les efforts des autorités malagasy qui sont faits dans les domaines de la prévention, mais également dans le domaine de la prise en charge », a affirmé ainsi la disponibilité des organismes onusiens à accompagner le pays dans la lutte contre la propagation du coronavirus.



Capacité

En effet, avec le soutien des Nations Unies, les tests de dépistage de la pandémie seront alors déployés aussi bien dans les régions déjà touchées par le virus que dans celles qui sont encore épargnées. La capacité de test devrait alors augmenter dans le pays. Par ailleurs, selon la dépêche du ministère des Affaires étrangères, les Nations Unies ont également exprimé leur volonté **d'accompagner** le pays dans ses approches de développement ,et **l'entretien d'hier** a évoqué la mise en place **d'un** corridor humanitaire.

Coopération

Liva, Tehindrazanarivelo a aussi reçu, hier, **l'ambassadeur** du Japon, Higuchi Yoshihiro. **L'entretien** a permis aux deux personnalités de faire un tour **d'horizon** de la coopération bilatérale, ainsi que la relance de plusieurs projets en suspens depuis le début du confinement. En effet, la coopération entre Madagascar et le Japon englobe plusieurs domaines, entre autres, **l'agriculture**, **l'infrastructure**, le commerce, **l'éducation**, la santé ou encore la culture.

Politique

USINE PHARMACEUTIQUE

MADAGASCAR A L'ASSAUT DU MARCHÉ INTERNATIONAL

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/19/douane-un-taux-de-realisation-de-80-pour-850-milliards-de-recettes-a-mi-mai/>

Le CVO+, sous forme de gélule, sera le premier médicament produit par l'**usine** Pharmalagasy. L'**objectif** étant de se positionner sur le créneau international des traitements du coronavirus. Une ambition internationale. **C'est ce qu'a** affirmé Andry Rajoelina, président de la République, hier, au sujet de la finalité de la mise en place de l'**usine** Pharmalagasy. Il **s'agit** de tourner en opportunité la pandémie du coronavirus et placer le label « Vita Malagasy », sur le marché international de la pharmaceutique. Pharmalagasy est le nom de l'**usine** pharmaceutique nationale, à inaugurer prochainement. Sis dans les locaux de l'**ancienne** OFAFA ou « Orinasa fanaovana fanafody », à Tanjombato, le CVO+, sera le premier médicament qui sortira de sa chaîne de production. Sous forme de gélule, le CVO+, sera mis en vente sur le marché national, mais aussi, international. « Nous nous sommes lancé un défi majeur. Celui de mettre sur pied une usine de production de médicament pour faire face à la guerre contre le coronavirus, dans un premier temps, non seulement à Madagascar, mais également, dans le monde entier », déclare le président Rajoelina. Il a ainsi, accueilli lui-même l'**avion** cargo affrétant les 100 tonnes de matériels destinés à l'**usine** Pharmalagasy, à l'**aéroport** d'Ivato.

Affronter la concurrence

Selon les informations, l'**installation** des équipements arrivés, hier, prendra quelques jours. Un bataillon d'**ingénieurs** étrangers a été du voyage pour **s'y** atteler. Le Chef de l'**Etat** a annoncé, au début, que l'**inauguration** de l'**usine** Pharmalagasy se fera avant la fête nationale. A Ivato, hier, il a, toutefois, tempéré son enthousiasme. Sauf changement, l'**inauguration** de l'**usine** de Tanjombato devrait dépendre du moment où sortiront les premiers lots de CVO+, à entendre le président de la République. « Nous souhaitons, néanmoins, que cela se fasse le plus rapidement possible », ajoute-t-il. Une fois l'**installation** des équipements faits, Pharmalagasy devra se mettre en phase **d'essai** et de rodage. Pour la production de la gélule destinée à « soigner », le coronavirus, la société BIONEX sera le premier fournisseur en matière première de Pharmalagasy. Elaboré par une équipe de scientifiques malgaches et étrangers, le CVO+ serait différent de la décoction Covid-Organics, selon Andry Rajoelina. A l'**écouter**, cependant, l'artémisia, dont BIONEX est un des principaux producteurs en Afrique, fait partie de la composition de la gélule.



Le Président indique, néanmoins, que la production du CVO+, ne remet pas en cause celle du Covid-Organics, en collaboration avec l'**Institut** malgache de recherche appliquée (IMRA). Outre la gélule, Andry Rajoelina annonce que dans les plans pour Pharmalagasy il y a la production de « douze sortes de médicaments **d'ici** trois ans ». Pour cela, l'**Etat** mise sur la biodiversité de la Grande île, à **s'en** tenir aux arguments présidentiels.

Avec cette diversification des médicaments produits par Pharmalagasy, l'**objectif** est clair. Se tailler une place dans le cercle des pays ayant une industrie pharmaceutique, avec le CVO+ comme figure de proue, pour l'**instant**. « Un des objectifs de l'**IEM** [Initiative pour l'**émergence** de Madagascar], justement, est **d'installer** une industrie pharmaceutique à Madagascar », rappelle le Chef de l'**Etat**. Face à la presse, hier, le président de la République a affirmé, sans ambages, que l'**usine** Pharmalagasy ne sera **qu'un** début. Dans l'**optique** de l'**industrialisation** de Madagascar, l'**industrie** pharmaceutique semble tenir une place de choix dans « la vision », du Chef de l'**Etat**. « Le challenge est que Madagascar devienne un pays producteur de médicament, non seulement pour les Malgaches, mais aussi, pour l'**Afrique** et le monde », scande Andry Rajoelina, en ajoutant, « nous sommes prêts à faire face à la concurrence internationale, aux Big Pharma ».

Economie

ENTREPRENEURIAT FEMININ

PRECONISATION D'UN ACCOMPAGNEMENT INSTITUTIONNEL ADAPTE

<https://www.newsmada.com/2020/06/16/entrepreneuriat-feminin-preconisation-dun-accompagnement-institutionnel-adapte/>

Les femmes entrepreneurs malagasy issues de plusieurs groupements ont fait part de leur grande difficulté à faire face à la crise qui sévit en ce moment, hier lors d'une rencontre avec la presse à Faravohitra. A quelques jours d'une rencontre prévue entre le secteur privé et les autorités publiques pour discuter des impacts de la crise et des mesures nécessaires à prendre, les femmes entrepreneurs s'attendent à un accompagnement « adapté » à leur situation.

« 50% des entreprises dirigées par des femmes entrepreneurs sont en ce moment contraintes de procéder au chômage technique. 80% n'ont plus les moyens de s'acquitter des charges fiscales », a fait savoir Fanja Razakaboana, présidente du Groupement des femmes entrepreneurs à Madagascar (GFEM).

Les femmes entrepreneurs représentent actuellement 20% de l'ensemble des entreprises implantées à Madagascar, aussi bien dans le secteur formel qu'informel. Ces entreprises génèrent jusqu'à 10.000 emplois au niveau national. Ce sont, en grande partie, des Petites et moyennes entreprises (PME) et des Très petites entreprises (TPE).

Pour Irène Andreas, présidente de Women tourism association for Madagascar, le secteur du tourisme est à suivre de près. « Personne n'est sans savoir que le secteur du tourisme est à genoux actuellement et la reprise ne sera pas pour demain. La réouverture des frontières n'est pas encore d'actualité et le comportement des voyageurs a beaucoup changé depuis l'apparition de ce virus. Pourtant, 50% des acteurs dans le tourisme à Madagascar sont des femmes. Ce secteur génère jusqu'à 40.000 emplois directs et 300.000 emplois indirects à Madagascar », a-t-elle avancé.

Des pistes de solution pour faire face à la crise

Ces femmes entrepreneurs ont proposé des pistes de solution comme potentiel accompagnement venant de l'Etat. Fiona Tsiranana, présidente de la Fikambanan'ny orinasa Malagasy (FOM) a ainsi abordé le cas du secteur de l'artisanat et du secteur agricole où de nombreuses femmes travaillent. « On pourrait mettre en place un silo communautaire pour le stockage des produits de première nécessité. On pourrait également mettre en relation des producteurs avec des détenteurs de marché », a-t-elle soutenu.

Alors que la rencontre public-privé pour parler des impacts de la crise sanitaire sur les activités économiques à Madagascar devrait se tenir demain, les femmes entrepreneurs estiment qu'elles méritent d'être « considérées particulièrement dans le plan de relance et les appuis de l'Etat. »



Economie

RELANCE POST-COVID

RAJOELINA ENTEND RELOCALISER L'ECONOMIE

<https://www.newsmada.com/2020/06/18/relance-post-covid-19-rajoelina-entend-relocaliser-leconomie/>

Andry Rajoelina soutient l'industrialisation comme stratégie de sortie de crise à Madagascar face à la pandémie de Covid-19. « Cette crise n'est pas voulue et l'Etat a entendu l'appel de détresse du secteur privé », a lancé le chef de l'Etat devant les opérateurs du secteur privé, lors de la rencontre d'hier au palais d'Iavoloha.

L'Etat avance ainsi la relocalisation de la production des biens de consommation, particulièrement les Produits de première nécessité (PPN), pour relancer l'économie face à la crise. Car aujourd'hui, plus de 60% des biens de consommation sur le marché intérieur sont des produits d'importation.

Andry Rajoelina a abordé le cas des pâtes alimentaires dont la consommation locale s'élève à 60.000 tonnes par an et dont la quantité importée s'élève à 30.000 tonnes venant de l'île Maurice, l'Egypte, l'Indonésie... Pourtant, « ce PPN dont les matières premières existent bel et bien à Madagascar, peut être produit localement », a-t-il poursuivi.

Afin de promouvoir l'industrialisation, l'Etat malagasy est prêt à faciliter l'accès au foncier, réduire la lourdeur administrative et mettre fin au monopole. A ce propos, le plan Marshal annoncé par le chef de l'Etat, lors de son discours de dimanche, vise à implanter des industries dans chaque région qui y généreront au moins 100 métiers localement.



Economie SITUATION DE CRISE

LE SECTEUR PRIVE SOUS PERFUSION, DES MESURES DE SOUTIEN ANNONCEES

<https://www.newsmada.com/2020/06/18/situation-de-crise-le-secteur-prive-sous-perfusion-des-mesures-de-soutien-annoncees/>

Le secteur privé malagasy peine à faire face aux impacts de la crise due au Covid-19. Même si l'Etat a déjà pris des mesures d'allègement, les membres du secteur privé s'attendent à plus de mesures de soutien, comme ils l'ont annoncé, hier au Palais d'Iavoloha, lors de leur rencontre avec le chef de l'Etat et les membres du Gouvernement.

«Les indicateurs sont au rouge», ont alerté les membres du secteur privé. «Une reprise des activités ne serait possible que six mois, voire un an après la levée des mesures de confinement», a fait savoir Andriavalomanana Razafiarison, président de la Fivmpama (Fivondronan'ny mpandraharaha malagasy) lors de la rencontre public-privé d'hier.

Pour le secteur privé malagasy, la majorité des entreprises, particulièrement les Petites et moyennes entreprises (PME) n'ont plus les moyens de payer les impôts actuellement, ni moins de poursuivre les activités.

«Le nombre des employés mis au chômage technique n'est pas seulement 10.000 comme on l'a annoncé. Une centaine de milliers de salariés n'ont plus d'emplois actuellement», a poursuivi le président de la Fivmpama.

Pour survivre à cette crise, les entreprises préconisent une suspension plutôt qu'un report du paiement des impôts. Toutefois, Andriavalomanana Razafiarison reconnaît que cette disposition aura d'importants impacts sur les recettes de l'Etat. «Dans la mesure où l'application de ces mesures s'avère difficile, nous sollicitons que les entreprises acquièrent leur carte fiscale au titre de l'année 2020 lors du paiement de l'acompte et qu'elles pourraient s'acquitter des impôts sur une durée de six mois», a soutenu le président de la Fivmpama.

Prolongement du report des obligations fiscales

Lors de la présentation du Plan multisectoriel d'urgence (PMU), le Premier ministre Christian Ntsay a plutôt annoncé un nouveau report de l'échéance des obligations fiscales. Ainsi, ce plan prévoit la suspension du paiement des acomptes provisionnels pour les Impôts sur le revenu (IR), l'Impôt sur le revenu salarial (Irsa) et la TVA dans le secteur du tourisme, du transport aérien et des entreprises franches.

Ces secteurs bénéficieront également d'un report des déclarations de paiement des impôts jusqu'au 15 août. Les déclarations de paiement des impôts synthétique sont aussi reportées à cette date. Les contrôles fiscaux et les Avis aux tiers détenteurs (ATD) sont suspendus jusqu'au 15 août également.

En outre, l'Etat a avancé une possibilité, avec la Jirama, du report de paiement de la facture d'électricité ainsi que d'un recours à des conditions de paiement pour les cotisations sociales dues, pour les premier et deuxième trimestres 2020.

Du reste, le secteur privé préconise la baisse de 5% des taux d'intérêt des prêts au niveau des banques et institutions de microfinance, pour relancer les activités. Il en est de même pour une facilité d'accès au prêt à travers l'allègement des garanties exigées à l'entreprise. A ce sujet, un projet de loi sur la sûreté mobilière a été déjà élaboré et le secteur privé malagasy s'attend à ce que ce texte soit voté au niveau du Parlement en cette période de session ordinaire.

Economie PROJET DE SAHOFIKA

UN PERMIS ENVIRONNEMENTAL DELIVRE PAR L'ONE

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/17/projet-de-sahofika-un-permis-environnemental-delivre-par-lone/>

La société de droit malgache dénommée Nouvelle Energie Hydroélectrique de l'Onive (NEHO), a déposé son dossier **d'Etude d'Impact** Environnemental du projet **d'aménagement** hydroélectrique de Sahofika le 1^{er} août 2019. Elle représente le consortium composé **d'Eiffage**, **Éranove**, **Themis** et **HIER**, qui se charge de concevoir, de financer, de construire et de maintenir ce projet au titre de contrat de concession. Un Comité technique **d'évaluation** a effectué une étude sur le terrain. Des consultations publiques ont été ensuite organisées. Et après publication **d'un rapport d'évaluation** par la Commission indépendante chargée de ce dossier, **l'Office National pour l'Environnement (ONE)**, a délivré son permis environnemental. « Un Plan de Gestion Environnemental (PGE) qui est similaire à un cahier de charge environnemental ,est également remis au promoteur du projet », a déclaré Ampilahy Laurent, le Sirecteur général de **l'ONE** lors de la remise officielle de ce permis environnemental hier.

Nombreuses craintes

Rappelons que ce projet comprend un barrage sur la rivière Onive à Ambatotsipihina de 60m de haut, avec une galerie souterraine, et une usine hydroélectrique dans le fokontany de Sahofika. La construction **s'étale** sur cinq ans. **L'objectif** est de fournir une énergie de base **d'origine** renouvelable et bon marché au réseau interconnecté **d'Antsirabe-Antananarivo** de la Jirama avec une capacité installée de 192 MW. En revanche, « les craintes de la population impactée par ce projet sont nombreuses. Il y aura entre autres, des zones inondées, des expropriations des villageois et des secteurs **d'activités** touchés. Pour pouvoir atténuer ces impacts, le promoteur devrait ainsi mettre en place un Plan **d'Action** de Réinstallation conformément aux losi en vigueur. Notre rôle est **d'ailleurs** de contrôler la mise en **œuvre** de ce PGE », a fait savoir le Directeur général de **l'ONE**.

Compensation

Par ailleurs, il a soulevé que la société NEHO ne peut pas démarrer ce projet **d'aménagement** hydroélectrique de Sahofika tant que les mesures de compensation de la population affectée ne soient pas bien définies. « La valeur estimative des biens à compenser est déterminée par les lois en vigueur. En revanche, il appartient aux deux parties de trouver un consentement pour résoudre ce problème», a-t-il conclu.



Economie DOUANE

UN TAUX DE REALISATION DE 80% POUR 850 MILLIARDS DE RECETTES A MI-MAI

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/15/lfr-un-taux-de-croissance-de-08-pour-budget-orienté-vers-les-secteurs-sociaux/>

La douane malagasy fait preuve de proactivité et de persévérance pour maintenir le cap et amoindrir les effets néfastes de la crise sanitaire.

En début 2020, la Direction générale des douanes malagasy avait lancé son nouveau plan stratégique pour la période 2020-2023 avec comme principal défi de renforcer la modernisation de l'**administration** douanière et partant **d'augmenter** les recettes douanières.

Performance

Des efforts perturbés malheureusement par le ralentissement des échanges commerciaux internationaux et les blocages nés des mesures sanitaires. Mais apparemment la douane malagasy a su prendre les mesures nécessaires et maintenir une performance plus ou moins remarquable. En effet, à mi-mai, **c'est-à-dire** en plein milieu de la crise sanitaire, la douane malagasy affiche un taux de réalisation de 80% avec près de 850 milliards de recettes. Une performance puisque sur le plan mondial, la situation est déplorable avec un taux de réalisation compris entre 30% et 40%. *« Se positionnant en administration redevable et partenaire pour l'émergence du pays suivant sa nouvelle vision, la douane malagasy, a anticipé la situation en montant à l'avance son plan d'urgence et en l'appliquant immédiatement après l'annonce de l'état d'urgence »*, annonce-t-on auprès de la Direction Générale des Douanes.

Télétravail

Cette proactivité de l'**administration** a, en tout cas, permis **d'appliquer** des mesures visant à limiter les contraintes administratives et ainsi assurer la continuité des flux et des opérations pour ne pas pénaliser les acteurs économiques au-delà de la crise sanitaire. Cela en veillant à adopter les mesures sanitaires nécessaires pour la protection de ses agents, privilégiant le télétravail pour certains services et instaurant un système de rotation pour **d'autres** pour minimiser les risques **d'exposition** des agents. Pour le cas du bureau de Tamatave Port, principal port générant la majorité des recettes, les activités ont été assurées comme en temps normal mais en limitant au maximum les contacts. Les procédures administratives ont alors été modifiées de manière à minimiser les contacts physiques, privilégiant la dématérialisation. Les versions électroniques sont privilégiées pour remplacer les documents physiques. A noter que cette réforme des procédures figure dans la nouvelle stratégie, l'**objectif** étant l'**éradication** de la lourdeur administrative pour un gain de temps et de performance; son application **n'aura** donc été que accélérée par la crise.

Economie

UN GRAND ENCADRE

LES PREMIERS PAS DU PLAN DE RELANCE

<https://www.newsmada.com/2020/06/19/un-grand-encadre-les-premiers-pas-du-plan-de-relance/>

Après des semaines d'attentes et deux reports, le Président Rajoelina a enfin rencontré les acteurs du secteur privé, mercredi 17, à l'avaloha. Parmi les mesures annoncées, beaucoup de prêts, avec des taux préférentiels. Selon un communiqué de la Présidence, les PME, par exemple, aurait à disposition 150 milliards d'ariary à un taux bonifié de 10%. L'Etat devrait aussi poursuivre les dispositifs d'allègement de charges. Enfin, les autorités ont annoncé avoir pris des mesures avec le secteur bancaire pour garantir suffisamment de liquidités aux entreprises.

Loi de finance rectificative (LFR) : trop optimiste ?

La première mouture de la LFR affiche un bel optimisme. Le pays éviterait de justesse la récession, avec un taux de croissance à 0,8% contre 5,5% dans la loi de finance initiale. Sur le terrain, la réalité est différente, pour ce début d'année. Pour preuve, depuis quatre semaines, dans les Nouvelles, nous dressons les portraits de commerçants et de commerçantes touchés par la crise. Le discours est unanime : non seulement, l'activité n'a pas augmenté, mais elle s'est effondrée. Beaucoup ont perdu la moitié de leurs clients. Pour éviter la récession, espérons que la fin d'année sera meilleure. Quant à l'inflation de la LFR, elle est estimée à 7,2%. Pour tenir cet objectif, l'Etat va devoir mener une politique stricte de contrôle des prix. Car 7,2%, c'est déjà moins que la baisse de l'ariary par rapport à l'euro, qui a perdu 7,5% depuis janvier. Le texte de la LFR doit être discuté prochainement par le parlement.

La LFR propose la levée de la TVA sur le matériel pétrolier d'exploration

Dans la LFR, la TVA serait levée sur "les importations définitives de matériel, équipements et véhicules spécifiques et exclusivement destinés aux activités de recherche, d'exploration et de développement effectuées par les sociétés pétrolières titulaires d'un titre minier." L'exonération ne concerne pas les biens disponibles dans Madagascar. "Le secteur demandait cette mesure depuis plus de 10 ans, se félicite Romy Andrianarisoa, directeur pays de British Petroleum (BP), la seule "major" encore présente à Madagascar. Elle poursuit : "Dans les autres pays producteurs, l'exemption de TVA est une mesure acquise pour appeler les investisseurs. Cette exonération est donc cruciale pour relancer ce secteur, aujourd'hui à l'agonie, et en faire un pilier du développement." En revanche, à la différence d'autres pays producteurs de pétrole, les services, comme les frais de consulting, ne sont pas concernés par cette exonération de TVA, alors qu'ils représentent souvent au moins la moitié du coût d'un projet.



Economie

BAISSE DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

LES CHIFFRES DOUANIERS DEMONTRENT LE RALENTISSEMENT DE L'ECONOMIE

<https://www.newsmada.com/2020/06/19/baisse-des-importations-et-des-exportations-les-chiffres-douaniers-demontrent-le-ralentissement-de-leconomie/>

La différence est sans appel. Les douanes enregistrent moins d'importations et d'exportations entre le début 2020 et le début 2019. C'est la traduction indiscutable, en chiffres douaniers, de la crise économique qui frappe le monde et Madagascar. Et un nouvel appel vers un plan de relance économique solide et rapide.

L'administration douanière nous a transmis, à notre demande, les chiffres sur les cinq premiers mois de 2020, et les mêmes chiffres sur les cinq premiers mois de 2019. Les données viennent des documents uniques administratifs (DAU) enregistrés et liquidés (c'est le document qui résume le contenu d'une exportation ou d'une importation).

Toutes les comparaisons de l'article se font donc entre les cinq premiers mois de 2020 et les cinq premiers mois de 2019.

Les imports et les exports ont baissé, de manière générale

Le nombre de DAU a baissé : -21% pour l'export et -19% pour l'import (voir tableau 1).

Sur les exportations globales en valeur (en dollars), la baisse atteint 12%. En volume (en milliers de tonnes), la diminution des exports est de 28%. Les plus fortes baisses concernent les minerais (-30%, en valeur) et le textile (-16%, en valeur aussi). (voir tableaux 2 et 3)

Quant aux importations en valeur (en dollars), la baisse est de 17%. En ce qui concerne, les imports en volume (en milliers de tonnes), le chiffre a baissé de 18%. La plus forte baisse concerne le domaine de l'énergie (-35%, en valeur). (voir tableaux 4 et 5)

La vanille s'exporte autant, mais moins chère

La vanille connaît une quasi stagnation en volume (-1%) mais un recul de 11% en valeur. Ce produit phare de Madagascar représente le tiers des exportations totales, avec une production entre 1 700 à 2 500 tonnes par an, qui couvre plus des deux tiers des besoins mondiaux. La filière vanille demeure l'une des principales sources de devises. Elle rapporte 840,9 millions de dollars de recettes et représente 28,2% du total des exportations en 2018 (selon les chiffres de la note de conjoncture économique de la Banque centrale de Madagascar). Mais le produit commence à faire face à la concurrence des pays asiatiques comme l'Indonésie. Et sur le marché local aussi, le prix a baissé. Un kilo de vanille déjà préparé se négociait environ à 700 000 ariary mais lors de la dernière campagne, il a chuté dans les environs de 300 000 ariary.

Ambatovy n'exporte plus ni nickel ni cobalt

C'est la conséquence logique de la suspension de la mine d'Ambatovy, depuis quelques semaines. On constate un recul de 15% en volume et de 8% en valeur sur le nickel et le cobalt. Et la baisse va fatalement s'accroître sur la fin de l'année, car la mine ne prévoit pas de reprise avant 2021. "Ces deux produits occupent la cinquième position des exportations à Madagascar et représentent un cinquième du total, en valeur, rappelle Tahina Rakotoarisoa, économiste et secrétaire général du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar. "Donc oui, la baisse va avoir un impact très négatif sur la balance commerciale, qui est déjà déficitaire, et cela va nous conduire tout droit vers la dépréciation de l'ariary" poursuit-il, (voir encadré sur le taux de change). Le chercheur ajoute que les impôts et taxes perçus à travers les exportations des produits miniers s'élèvent à 20,5 millions de dollars en 2019. Un montant à revoir à la baisse pour 2020.

Le textile espère la reprise

En terme d'exportations, le textile essuie un recul de 14% en volume et de 16% en valeur, alors que le secteur représente près d'un cinquième des exportations totales du pays. La baisse s'explique surtout par la baisse de la demande mondiale. "Toutes nos activités sont suspendues depuis presque trois mois, regrette un opérateur. 99 % de nos marchandises sont destinées à l'Europe, mais avec le confinement, tout était aussi à l'arrêt là-bas. Les magasins disposent encore de stocks. Les entrepôts sont pleins. Et ils ont annulé des commandes." Pour les entreprises franches, et notamment celles qui produisent et exportent des matières textiles, soit environ 150 000 personnes à Madagascar, les pertes sont évaluées à 60% des activités, selon la loi de finance rectificative 2020.

L'importation de riz et d'huile augmentent fortement

Les entrées de riz augmentent de 32% en valeur et de 39% en volume, alors que les exports de produits agricoles ont également baissé (-17% en volume). Les pluies diluviennes de la fin janvier qui avaient détruit des cultures près du lac Alaotra et dans la plaine de la Marovoay pourraient être en cause. Les imports d'huile alimentaire ont également augmenté de 42% en valeur et de 17% en volume. Ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour la production locale.

Les recettes douanières baissent aussi, logiquement

Avec la baisse générale des mouvements douaniers, les recettes ont également baissé : -20% si on inclut les produits pétroliers, -14% sur les non pétroliers et -33% sur les produits pétroliers exclusivement. (Voir tableau 7)

Société

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL ANNEE BLANCHE ECARTEE, REPRISSE SOUS CONDITIONS DES ACTIVITES PEDAGOGIQUES

<http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2020/06/16/education-nationale-enseignement-technique-et-professionnel-annee-blanche-ecartee-reprise-sous-conditions-des-activites-pedagogiques/>

Les propos du Président de la République dimanche dernier ont été clairs, il n'y aura pas d'année blanche cette année, les examens officiels auront lieu.

« Les classes d'examens sont pour le moment les seules concernées par la reprise des activités pédagogiques ». Ce sont là les propos d'un responsable auprès du ministère de l'Éducation nationale contactée pour de plus amples informations à propos des dispositions prises pour ce qui est des reprises des activités pédagogiques, hier. Une reprise maintes fois demandée par les responsables des écoles privées selon toujours les explications de notre source. Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et professionnel précise également que la reprise des activités pédagogiques concerne seulement les classes d'examens des écoles privées éparpillées dans tout le pays sauf pour les districts de Toamasina I et II, Moramanga et Fénérive-Est. Lesdites écoles étant catégorisées par les textes en vigueur comme étant des « entreprises privées et disposant de leurs propres modes d'organisations et de fonctionnement » poursuit la source auprès du ministère de tutelle. Une telle décision impliquerait donc de lourdes responsabilités pour les responsables des établissements scolaires privés. Entre autres, le respect scrupuleux des mesures sanitaires entrant dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. La responsabilité serait également partagée étant donné que les DRENTP ou Directions Régionales de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et Professionnel sont contraintes d'imposer l'application à la lettre des mesures sanitaires.

L'entretien avec le responsable auprès du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et professionnel a également permis de répondre à la question d'heures de fermeture des écoles. « Étant donné la situation actuelle, les DRENETP du pays devraient s'assurer que tous les établissements scolaires soient désertés à partir de 17 heures » note le responsable. Les détails spécifiques concernant la mise en œuvre de la reprise des activités pédagogiques dans son ensemble ne sont pas encore connus à l'heure où nous mettons sur colonnes ces informations. Ce qui ne devrait pas prendre trop de temps étant donné l'engagement lié à l'idée de la reprise à la normale de la vie du pays. Une chose est toutefois à spécifier, la reprise en question n'est pas encore envisageable pour les classes intermédiaires.



Vacances

Avec la situation qui prévaut actuellement dans le pays, les élèves malgaches – bien que des efforts soient menés pour essayer de combler les éventuelles lacunes – risqueraient de connaître une certaine baisse du niveau scolaire. Et les causes ne datent pas de cette année, les calendriers scolaires du pays ont été perturbés par diverses catastrophes ces trois dernières années. Si l'on ne prend que l'exemple des cyclones, de l'épidémie de peste, de rougeole et maintenant la pandémie de covid-19, les lacunes sont à craindre. Quoi qu'il en soit, la reprise des activités devrait se faire de façon progressive. Dans les autres pays du monde, le rallongement de l'année scolaire a été pris comme option afin de rattraper les retards causés par la crise sanitaire du Covid-19. Les acteurs concernés par l'éducation nationale et l'enseignement technique et professionnel devraient travailler de concert et prendre les précautions adéquates pour sécuriser les élèves et le personnel enseignant mais surtout garantir une année scolaire 2019-2020 digne de ce nom malgré les perturbations causées par le Covid-19.

Société

ASSAINISSEMENT D'ANTANANARIVO DON DE SEPT VOITURES 4x4 PAR L'UNION EUROPÉENNE ET L'AFD

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/19/assainissement-dantananarivo-don-de-sept-voitures-4x4-par-lunion-europeenne-et-lafd/>

La deuxième phase du Projet Intégré **d'Assainissement de l'Agglomération d'Antananarivo** (PIAA) est déjà en préparation, grâce au succès de la première phase qui est en cours de mise en **œuvre**, selon le ministre Hajo Andrianainarivelo.

L'**appui** des partenaires techniques et financiers pour l'**assainissement d'Antananarivo** se poursuit, malgré la crise sanitaire. Hier, sept véhicules 4x4 ont été remis par l'**Union Européenne** et de l'**AFD** (Agence Française de Développement), aux entités qui contribuent à la mise en **œuvre** du PIAA. **C'était** lors d'une cérémonie qui **s'est** tenue à l'**Hôtel de Ville d'Antananarivo** à Analakely. Le MATP (Ministère de l'**Aménagement** et des Travaux Publics), en tant que **Maitre d'ouvrage** du projet, a reçu un véhicule. La CUA (Commune Urbaine **d'Antananarivo**) qui conduit le projet a obtenu trois véhicules ; le SAMVA (Service autonome de maintenance de la ville **d'Antananarivo**) qui supervise les travaux, a également reçu un véhicule, et enfin l'**APIPA** (Autorité pour la Protection contre les Inondations de la Plaine **d'Antananarivo**) a bénéficié de deux véhicules. Selon les responsables du Projet, ces véhicules faciliteront la supervision des travaux **d'assainissement** des infrastructures qui assurent l'**évacuation d'eaux** usées de la ville **d'Antananarivo** et ses environs.

Succès. Ces véhicules ne sont pas les premiers fournis par le PIAA, selon le ministre de l'**Aménagement** et des Travaux Publics, Hajo Andrianainarivelo. « Il **s'agit d'une** suite des appuis déjà accordés par ces partenaires de développement. Les premiers véhicules attribués sont déjà utilisés dans le cadre de l'**embellissement** et l'**assainissement** de la ville **d'Antananarivo** et ses environs. Par contre, ces véhicules remis **aujourd'hui** seront utilisés pour superviser et mettre en **œuvre** les structures **d'approvisionnement** en eau potable, ainsi que le traitement des déchets à Andralanitra », a-t-il affirmé, lors de la cérémonie de remise de véhicules. Selon le ministre, le PIAA est un projet de grande envergure et connaît déjà un succès, raison pour laquelle, la deuxième phase est déjà en préparation avec le Ministère chargé de l'**Eau**. « Cette deuxième phase devrait commencer dès l'**année** prochaine. Les prochains financements permettront **d'embellir** et de restaurer la propreté **d'Antananarivo** pour **qu'elle** soit une ville moderne », a-t-il indiqué.



Partenariat

Pour sa part, le maire **d'Antananarivo**, Naina Andriantsitohaina a souligné l'**importance** de la coopération avec les bailleurs de fonds, pour le développement des villes, surtout pour Antananarivo. « Ceci est une preuve de l'**utilité** de la coopération entre Madagascar et la France, ainsi que les autres partenaires de développements », a-t-il déclaré. Des propos appuyés par le directeur de l'**AFD** Bertrand-Hardy Jérôme, en martelant l'**engagement** de l'**agence** de développement à soutenir les acteurs qui **œuvrent** dans l'**assainissement** et la gestion des eaux à Antananarivo. De son côté, le chef de Délégation de l'**Union Européenne**, Giovanni Di Girolamo a affirmé que, les projets que cette institution soutiennent se poursuivent, malgré l'**état d'urgence** sanitaire. **D'après** lui, cela témoigne de la bonne coopération entre Madagascar et l'**Union Européenne**, qui **œuvrent** main dans la main pour le développement de la Grande-île.

Société

DECONFINEMENT PROGRESSIF UN RELACHEMENT DE LA VIGILANCE

<https://www.newsmada.com/2020/06/19/deconfinement-progressif-un-relachement-de-la-vigilance/>

L'annonce de la mesure de déconfinement partiel a sonné la reprise des activités sociales et économiques. Le constat est particulièrement parlant dans les quartiers populaires comme à Anosibe, Andravoahangy, Isotry, Anosy et Behoririka. Les mesures sanitaires sont mal respectées.

Les embouteillages, l'ouverture restaurants et autres commerces ainsi que les étals des marchands longeant de nouveau les trottoirs, sans oublier le retour des animations au niveau des marchés... tout donne l'impression que la pandémie est passée. Et pourtant... non.

Une baisse de vigilance semble ainsi s'installer, en l'occurrence au niveau de la distanciation sociale d'un mètre. « Le souci actuel, c'est que notre cerveau a eu le temps de s'adapter aux dangers liés au Covid-19, d'où le fait que l'on prête moins attention aux gestes barrières », estime une psychologue, Koloina Andrianilaina. Elle affirme qu' on est également tenté de profiter des retrouvailles dans les zones publiques, de se toucher sans en avoir vraiment conscience et d'y rester plus longtemps que prévu, sans parler des réflexes inconscients tels que baisser le masque, toucher des objets se trouvant dans les rues ou dans les rayons des magasins.

Sur un autre plan, à la longue, beaucoup se lassent de se laver les mains plusieurs fois par jour et se convainquent de n'être sortis qu'un instant et de ne pas avoir été en contact avec d'autres personnes. En rentrant à la maison, il peut arriver également que des parents qui ne se sont pas encore changés ne résistent pas aux élans d'affection et câlins de leurs enfants après une dure journée de travail. Des gestes machinaux qui peuvent pourtant coûter très cher.

« Il appartient à tout un chacun d'appliquer toutes les mesures sanitaires idoines face à cette pandémie et surtout de rester intransigeants dans le respect des précautions à prendre », a conclu Koloina Andrianilaina.



Société

RAPATRIEMENT DE RESSORTISSANTS MALAGASY

L'APPEL AU SECOURS D'UNE CENTAINE D'ETUDIANTS BLOQUES EN FRANCE

<http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2020/06/19/rapatriement-de-ressortissants-malagasy-lappel-au-secours-dune-centaine-detudiants-bloques-en-france/>

Des étudiants malagasy de France (ont essayé) essaient de faire entendre leur voix auprès de l'**Ambassade** de Madagascar, du Ministère des Affaires Etrangères et même auprès du Président de la République via la page officielle de la Présidence sur leur envie de retourner au pays.

« On est arrivé à un stade où nous ne pourrons plus payer nos loyers. Cela fait des semaines, voire des mois que nous ne mangeons plus à nos faims. Nos parents ne peuvent plus nous envoyer de l'**argent** étant donné la situation actuelle ». Ce sont là les propos de Kolo (nom d'emprunt), étudiante malagasy qui vit actuellement en France et qui se fait porte-parole de la diaspora estudiantine du pays. Propos qui résumerait également une situation « *déplorable* » dans laquelle, les étudiants en question sont confrontés depuis le début de la crise du Covid-19. « Nous sommes vraiment dans un état assez lamentable et nous aimerions que le gouvernement nous entende », renchérit notre source. Outre les difficultés d'**ordre** financières et économiques, les étudiants malagasy bloqués en France devraient bientôt faire face à des « *soucis juridiques liés au visa de séjour* ». Kolo d'**interpeller** « le droit de séjour arrivera à terme ce mois-ci pour beaucoup d'**entre nous** ». Ce qui constituerait une pression de plus pour des personnes « *au bord du gouffre* » à cause « *des impacts socio-économiques* » de la crise.

Moyens

Loin d'**attendre** que l'on fasse quelque chose pour eux sans donner quelque chose en retour, ces étudiants auraient initié diverses étapes pour marquer leur volonté de rentrer au pays. « Au début, nous avons essayé de lancer une pétition. Puis, avec l'**aide** de l'**association** Za koa hanorina, nous avons recueilli le contact de tous les étudiants désirant rentrer à Madagascar. Nous – environ 140 étudiants – avons ensuite envoyé notre doléance auprès de l'**Ambassade** de Madagascar à Paris », explique notre source. Doléance à laquelle l'**Ambassade** de Madagascar à Paris aurait répondu « il n'y a aucun moyen de faire avancer les choses tant que l'**ordre** ne vient pas du gouvernement ». Plusieurs mails auraient également été envoyés par les étudiants auprès du Ministère des Affaires Etrangères malagasy (MAE) mais aussi auprès du Président de la République via le site web officiel de la Présidence de la République de Madagascar. « Nous sommes toujours dans l'**expectative** », déplore Kolo. Du côté du MAE, le gouvernement serait actuellement « en train de réfléchir à des solutions permettant le retour au pays des étudiants en question telles que les modalités de rapatriement ». Le MAE d'**inviter** les « ressortissants malagasy à l'**étranger** à se fier uniquement aux communications officielles en ce qui est des questions liées à leur rapatriement ». Le rapatriement des ressortissants malagasy est un projet auquel le ministère des Affaires Etrangères s'**est** lancé dans le cadre de la crise liée au Covid-19. Le défi est de taille si l'on ne prend en compte que les moyens financiers et logistiques devant être déployés.

MEDIAS INTERNATIONAUX

Actualités sur
Madagascar



CORONAVIRUS - MADAGASCAR

40 NOUVEAUX CAS CONFIRMES

<https://www.linfo.re/ocean-indien/madagascar/coronavirus-madagascar-40-nouveaux-cas-confirmes>

Ce vendredi 19 juin 2020, le Professeur Hanta Vololontiana annonce 40 nouveaux cas confirmés de coronavirus à Madagascar.

En somme, 1443 cas confirmés recensés

La porte-parole du centre de commandement opérationnel de la lutte contre la [Covid-19](#) à dans la Grande Île a rapporté ce vendredi 19 juin 40 nouveaux cas de coronavirus. Ce qui fait que depuis le 19 mars, 1 443 personnes ont contracté la maladie à [Madagascar](#). Ces nouveaux cas sont répartis entre la province d'Antananarivo, la capitale, et Toamasina (Tamatave).

Les autres chiffres

Par ailleurs, le Professeur Hanta Vololontiana a annoncé 35 nouveaux cas de guérisons, soit 498 au total depuis le début de l'épidémie. Aussi, 933 sont toujours en traitement et 6 patients présentent des formes graves.



MADAGASCAR

TEMPS DE RECOLTE POUR LA VANILLE VERTE

<https://www.linfo.re/ocean-indien/madagascar/madagascar-temps-de-recolte-pour-la-vanille-verte>

Dans les sous bois de Nosy Komba, une île **d'environ** 5 000 habitants de l'**archipel** de Nosy Be, des tonnes de gousses vertes sont prêtes à être cueillies.

48h00 de récolte pour la vanille verte

Dans les sous bois de Nosy Komba, une île **d'environ** 5 000 habitants de l'**archipel** de Nosy Be, des tonnes de gousses vertes sont prêtes à être cueillies. "Le bout des gousses doit être jaune et on voit bien ici **qu'il n'est** plus vert et se rapproche de la couleur de la banane", nous montre un planteur. La réglementation impose 48h00 de récolte et de vente. "Ça permet **d'éviter** les vols, si tout le monde récolte en même temps, on est tous solidaires, **c'est** la règle", nous explique l'**homme**.

La valeur de la production

Le Nord Ouest, **n'est** pas la plus importante région de production la plus importante de [Madagascar](#), mais **c'est** ici que le coup **d'envoi** pour la récolte de vanille verte est donnée. Cette année, en raison de la crise mondiale, les rumeurs sur la baisse des prix, ont déjà fait le tour des plantations. "Si le prix du kilo de vanille verte est fixé à 20€, on ne peut même pas **s'acheter** un sac de riz avec. Ce qui serait acceptable, **c'est** que l'**on** puisse au moins **s'acheter** un sac de riz en vendant un kilo de vanille". Cette récolte représente une partie importante du budget familiale "Dès que le marché est terminé, je peux payer une année de scolarité pour mes enfants", nous confie t-il. "Le kilo se vendait 50€ l'**année** dernière et cette année, **s'est** redescendu à cause de la crise. Je ne connais pas encore la valeur actuelle de la vanille verte, puisque **c'est** au marché que cela se négocie", nous explique le planteur. Cette année, il a 40 kilos à vendre.

6 tonnes de gousses vertes vendues

Au cœur du village d'Anjiabe, les autorités locales, accompagnées **d'une** dizaine **d'hommes** en uniforme, veillent au bon déroulement des transactions. Les échanges donne des airs de véritable place boursière en forêt tropicale. Dans ce village de moins de 2 000 habitants, 6 tonnes de gousses vertes sont vendues en deux jours. Marcel et Nadine font partie des acheteurs, ils reviennent avec 300 kilos de vanille de Nosy Komba, à préparer. Négocié à moins de 17€, le kilo leur avait coûté trois fois plus cher **l'an** dernier. "**L'année** dernière, la vanille malgache était au même prix que la vanille Réunion", nous apprend Nadine. 4 tonnes de vanille noir sont produites chaque année à La Réunion, contre 1700 à Madagascar, leader mondial. Après plusieurs années de flambée des prix, la précieuse gousse a perdue de sa valeur. **L'incertitude** de la demande en période de crise sanitaire a fait exploser la bulle spéculative. "**Cette** année, on a pas eu de commande du tout, le produit est là, on prépare", on attend.

L'exportation à La Réunion

Saint-Gilles, l'**Hermitage**, Saint-Paul, Saint-Leu, Saint-Pierre, Cilaos, la famille fait le tour des marchés Réunionnais et vise une clientèle principalement touristique. "**On** fait la préparation ici, une fois la préparation finie, on **l'emmène** sur l'**île** de La Réunion". Nadine et Marcel sont nés à Nocibé mais ont adopté La Réunion il y a 20 ans. "**On** fait aussi la récolte à La Réunion. Avec le confinement, je ne peux plus rentrer, je suis bloquée ici", ajoute Nadine. La campagne **d'exportation** ne démarre **qu'en** octobre, une fois la vanille séchée "**On** attend que la vanille soit bien mûrée pour exporter". Dans le monde, 8 gousses sur dix viennent de la grande île. Le gouvernement malgache a pris une série de mesure pour ramener la qualité au centre des préoccupations. **S'il** est difficile **aujourd'hui** **d'avancer** un prix pour le kilo de vanille cette année, une chose semble sûre, il sera plus bas que **l'an** dernier.

MEDIAS INTERNATIONAUX

Actualités régionales



MAURICE:

BUDGET 2020-2021 : LES ACTEURS DU SECTEUR DU
TOURISME INQUIETS

<https://www.lexpress.mu/article/378788/budget-2020-2021-acteurs-secteur-tourisme-inquiets>

Ils ne sont pas rassurés par les mesures budgétaires annoncées pour eux dans le Budget 2020-2021. L'association des plaisanciers et celle des tour opérateurs ont fait parvenir leurs demandes au ministère des Finances cette semaine pour préciser leurs inquiétudes et par la même occasion, formuler les demandes qu'ils estiment nécessaires afin qu'ils puissent garder la tête hors de l'eau.

Si l'annonce du décaissement de Rs 10 milliards pour aider le secteur du tourisme a fait des heureux, Ajay Jhurry, le président de l'Association of Tourist Operators (ATO) estime qu'il faut aller plus loin pour aider les PME qui évoluent dans ce secteur. Premièrement, il souhaite que les frais concernant la licence pour la location de voitures des tour opérateurs soient annulés. «Puis, il serait souhaitable que les tour opérateurs qui souhaitent renouveler leurs flottes bénéficient de l'exemption des taxes sur les véhicules. De plus, cette mesure aidera les concessionnaires de voitures à relancer leur commerce» avance-t-il. En ce moment, les tour opérateurs ont 30% de *duty free* mais avec la conjoncture économique actuelle, cela ne sera pas suffisant. «De plus, cette mesure aidera les concessionnaires de voitures à relancer leur commerce» avance-t-il.

Autre point soulevé par Ajay Jhurry est les emprunts à la banque. Selon le président de l'ATO, la Mauritius Revenue Authority (MRA) a le droit de mettre des prescriptions sur les biens personnels des directeurs de PME. «Cela peut être un contentieux qui date d'avant le moment où le directeur a pris ses fonctions, mais lorsque les banques regarderont, ils ne rentreront pas dans les détails. Il faudrait que ce pouvoir de la MRA soit revu, ne serait-ce le temps de nous remettre sur pied» avance-t-il. Selon lui, ce pouvoir devrait être limité aux biens et profits acquis pendant qu'il était à la tête de la compagnie.

Quant à la Federation of Pleasure Craft Operators (FOPCO), dans un communiqué émis ce vendredi 12 juin, elle estime que les nouvelles normes sanitaires, à l'instar de la distanciation sociale, va réduire le nombre de passagers de 50%. De plus, Karl Lamarque, président de la fédération, avance que pendant la période de confinement, beaucoup de bateaux et de moteurs ont été endommagés.



Pour toutes ces raisons, la fédération demande à ce que le *Wage Assistance Scheme* pour les employés touchant moins de Rs 25 000 soit maintenu. La FOPCO demande aussi à ce qu'une allocation de Rs 10 200, soit le montant du salaire minimum, soit versée aux employés et que les propriétaires de bateaux aient accès à une autre allocation de Rs 45 000 pour les réparations, l'entretien et les frais d'assurances. Quant à l'achat de bateaux neufs, le président de la Federation of Pleasure Craft Operators demande une ministère une allocation de 10% sur le coût d'achat.

Les emprunts bancaires posent aussi problèmes aux plaisanciers, surtout que la date de la reprise n'a pas encore été annoncée. Ainsi, ils demandent un moratoire de plus d'un an sur le repaiement du capital et des intérêts et que les prêts à un taux d'intérêt de 0,5% leur soient garantis par le gouvernement. Comme l'ATO, la FOPCO fait aussi une demande pour l'exemption des frais de licence et ce, pendant deux ans et l'accès aux véhicules *duty-free*.

SEYCHELLES : UN PREMIER HOTEL AUTORISE A ROUVRIR

<https://www.mada-hotels-consultant.com/tag/seychelles>

Le département seychellois de la Santé a validé la réouverture du premier complexe hôtelier de l'archipel.

Réouverture d'un complexe hôtelier

Le **ministère seychellois du Tourisme** a communiqué à toutes les entreprises du secteur touristique les directives sur les conseils à respecter pour le retour progressif aux activités. Un haut responsable du tourisme a fait savoir, jeudi 4 juin, qu'un complexe hôtelier a été autorisé à accueillir des clients.

Il s'agit du premier hôtel des **Seychelles** ayant reçu la certification de rouvrir ses portes et de reprendre les affaires. C'est un complexe de luxe, composé de quatre villas de style colonial français, construit sur Cousine Island (l'île de Cousine).

Des "collaborateurs sensibilisés"

Le directeur de l'hôtel, Malcolm Fred Keeley, a confié auprès de la SNA que tous ses "collaborateurs ont été sensibilisés aux exigences" du ministère "et ont également suivi la pandémie dans l'actualité", rapporte Seychelles News Agency. Il a aussi ajouté qu'ils "connaissent les procédures de port de masques faciaux, de gants et de distanciation sociale qui sont déjà mises en œuvre dans le monde entier". Pour rappel, les vols privés de l'aéroport international des **Seychelles** sont autorisés depuis le 1er juin, un indicateur [vers une réouverture progressive du marché touristique](#).

